



# « Prix à débattre » : financement des campagnes et partis politiques aux États-Unis

**Alix Meyer**

DANS **POLITIQUE AMÉRICAINE** 2020/2 N° 35 , PAGES 9 À 13  
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1771-8848

ISBN 9782343220703

DOI 10.3917/polam.035.0009

Date de mise en ligne : 21/01/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-americaine-2020-2-page-9?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# « Prix à débattre » : financement des campagnes et partis politiques aux États-Unis

Alix Meyer\*

## Introduction

Quel est le vrai prix de la démocratie américaine ? L'arrivée d'un milliardaire à la Maison-Blanche après une campagne électorale dont le coût total fut estimé à près de 7 milliards de dollars<sup>1</sup> est venue parachever des décennies de discours alarmistes sur la corruption généralisée d'un système politique des États-Unis confisqué par des ploutocrates<sup>2</sup>. Le système de financement des campagnes est accusé d'être responsable de presque tous les maux qui frappent la politique américaine. Il contribuerait ainsi à augmenter le pouvoir des plus riches<sup>3</sup>, renforcerait la polarisation partisane<sup>4</sup>, augmenterait le déficit démocratique<sup>5</sup> et mènerait au blocage des institutions.

\* Maître de conférences à l'Université de Bourgogne Franche-Comté.

- 1 Center for Responsive Politics, "Cost of Election," n.d., <https://www.opensecrets.org/overview/cost.php>.
- 2 Larry M. Bartels, *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*, Princeton, Princeton University Press, 2010 ; Robert B. Reich, *The System: Who Rigged It, How We Fix It*, First edition, New York, Alfred A. Knopf, 2020 ; Julia Cagé, *Le Prix de La Démocratie*, Paris, Fayard, 2018 ; Zephyr Teachout, *Corruption in America: From Benjamin Franklin's Snuff Box to Citizens United*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2014.
- 3 Kay Lehman Schlozman, *The Unheavenly Chorus: Unequal Political Voice and the Broken Promise of American Democracy*, Princeton ; Oxford, Princeton University Press, 2012 ; Jacob S. Hacker, Paul Pierson, *Winner-Take-All Politics: How Washington Made the Rich Richer--and Turned Its Back on the Middle Class*, New York, Simon & Schuster, 2011 ; Martin Gilens, *Affluence and Influence: Economic Inequality and Political Power in America*, Princeton, New York, Princeton University Press ; Russell Sage Foundation, 2012.
- 4 Jane Mayer, *Dark Money: The Hidden History of the Billionaires behind the Rise of the Radical Right*, First Edition, New York, Doubleday, 2016 ; Michael J. Barber, « Ideological Donors, Contribution Limits, and the Polarization of American Legislatures » *The Journal of Politics*, vol. 78, n° 1, janvier 2016, p. 296.
- 5 Lawrence Lessig, *Republic, Lost: How Money Corrupts Congress--and a Plan to Stop It*, New York, Twelve, 2011, 1st ed.

Les hommes et femmes politiques prônant une réforme structurelle peuvent ainsi donner l'impression que le financement des campagnes revêt une importance systémique. Lorsque Bernie Sanders fustige *Citizens United*, on entendrait presque les échos de William Jennings Bryan tonnante contre l'étalon-or. S'il est assez rare pour un.e candidat.e de se voir reprocher de lutter contre la corruption, force est de constater que, lorsque les instituts de sondage interrogent les citoyens sur leur priorités en matière de politique publique, la question du financement des campagnes n'est même pas posée<sup>6</sup>. Bien entendu, cette absence révèle surtout le fait que la question ne fait pas partie des préoccupations des commanditaires.

Sans aucunement nier le rôle de l'argent en politique, il est utile d'approfondir l'analyse tant il semble peu probable que cette donnée, à elle seule, puisse expliquer tous les dysfonctionnements. De surcroît, il serait trop simple de se contenter de dire que l'argent dicterait à lui seul le résultat des urnes. Comme cela est évoqué lors de l'entretien avec Julia Cagé dans ce numéro, en 2016, entre Clinton et Trump, ce n'est pas le plus dépensier des deux candidats qui s'est imposé. Renversant les clichés attendus, la candidate du Parti démocrate avait levé plus de fonds tandis que l'homme d'affaire de Manhattan se présentait comme le plus à même « d'assécher le marais » (*drain the swamp*) puisque sa fortune personnelle le mettait, selon ses dires, à l'abri des tentations. Depuis son élection, les accusations de favoritisme et de conflits d'intérêts ont fini par mener à sa mise en accusation par la Chambre des représentants. Son acquittement par le Sénat n'a certainement pas affaibli l'accusation d'une trop grande collusion entre argent et politique à Washington, DC.

En pleine campagne présidentielle, il nous a donc semblé pertinent d'interroger de manière plus systématique les liens entre argent et politique et de tenter d'apporter un peu de clarté à une problématique rendue technique par les considérations juridiques. La situation actuelle est fondée sur l'interprétation par la Cour Suprême des protections de la liberté d'expression du premier amendement, souvent résumée par la formule « *money equals speech* ». Dans la recension croisée qu'il fait de trois ouvrages publiés sur l'arrêt *Citizens United*, Martin Gschwentner rappelle à juste titre les nuances subtiles que cache cette formule lapidaire, tant sur la question de l'étendue de la liberté d'expression des personnes morales que celle de la corruption.

6 [https://www.people-press.org/2019/01/24/publics-2019-priorities-economy-health-care-education-and-security-all-near-top-of-list/pp\\_2019-01-24\\_political-priorities\\_0-02/](https://www.people-press.org/2019/01/24/publics-2019-priorities-economy-health-care-education-and-security-all-near-top-of-list/pp_2019-01-24_political-priorities_0-02/). - dernier accès le 28 juin 2020.  
<https://news.gallup.com/opinion/polling-matters/282821/people-priorities-examined.aspx> - dernier accès le 28 juin 2020.

En effet, la confusion sur les questions d'argent et de politique est également entretenue par l'entrechoquement des problématiques du financement des campagnes et des partis avec celles du lobbying, de la transparence et du concept de corruption. Ainsi, à l'origine de ce numéro, il faut évoquer un colloque international sur le thème du « Financement et moralisation de la vie politique » qui s'est déroulé à l'Université de Bourgogne le 27 et 28 octobre 2016 et dont les actes ont donné lieu à une publication<sup>7</sup>. Le cas des États-Unis avait été analysé par Michael Johnston dans un brillant article sur les effets pervers de la transparence dans la lutte contre la corruption<sup>8</sup>. Sa contribution était complétée par une intervention de Daniel Tokaji ainsi qu'une autre d'Andrew Dowdle et Karen Sebold que nous retrouvons dans les pages qui suivent.

Vu de France, le système américain de financement de la vie politique presque exclusivement assuré par le secteur privé est souvent présenté comme un repoussoir<sup>9</sup>. L'omniprésence des publicités politiques, les interférences des PACs (*Political Action Committees*) et SuperPACs, mais surtout le coût exorbitant qu'elles engendrent semblent incongrus dans un pays où le financement public et l'encadrement strict de la parole électorale prévaut, au moins dans les textes. Pour autant, ce fossé apparent en la matière entre France et États-Unis mérite d'être nuancé. D'une part, les divers scandales qui émaillent la chronique politique française démontrent très régulièrement le caractère relatif de l'inscription de ces règles de probité dans la pratique des candidats et des élus<sup>10</sup>. D'autre part, on se doit de rappeler que la législation française en la matière est finalement assez récente<sup>11</sup> et, surtout, postérieure aux *Federal Election Campaign Act* de 1971. Les deux pays ont ensuite suivi des trajectoires complètement divergentes. Là où le Parlement français n'a cessé de revoir sa copie pour tâcher d'endiguer le flot de l'argent en politique<sup>12</sup>, le Congrès des États-Unis a très largement délaissé cette question depuis les années 1970, à l'exception du célèbre, mais limité, *Bipartisan Campaign Reform Act* (McCain-Feingold) de 2002.

Les travaux comparatistes, présentés notamment par Jonathan Mendilow et Eric Phélippeau<sup>13</sup>, montrent désormais une exception américaine en matière de

7 Elsa Forey, Aurore Granero, Alix Meyer, dir., *Financement et moralisation de la vie politique*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2018.

8 Michael Johnston, « Le Paradoxe du soleil. La transparence permet-elle vraiment de contrôler la corruption ? », p. 229-243, in *Financement et moralisation de la vie politique*, op. cit.

9 Cagé, *Le prix de La démocratie*, op. cit.

10 Abel François et Éric Phélippeau, *Le financement de la vie politique : réglementations, pratiques et effets politiques*, Paris, Armand Colin, 2015.

11 Loi organique et loi ordinaire du 11 mars 1988.

12 Eric Phélippeau, *L'argent de la politique*, Paris, Presses de SciencesPo, 2018.

13 Jonathan Mendilow, Eric Phélippeau, dir., *Handbook of Political Party Funding*, Cheltenham, UK ; Northampton, MA, Edward Elgar Pub, 2018.

financement des campagnes et des partis politiques. À l'image de ce qui a pu être observé par les spécialistes de l'État-Providence, les États-Unis se retrouvent en marge par rapport aux autres démocraties occidentales concernant la régulation du rôle de l'argent dans la vie politique. Comme le rappellent très clairement les contributions à ce numéro, les vagues successives de dérégulation, qu'elles soient du fait de la jurisprudence des cours fédérales ou du législateur, ont abouti à un régime juridique bancal dans lequel les candidatures peuvent désormais être financées plus facilement par des groupements opaques contrôlés par de riches donateurs, souvent anonymes, que par les partis politiques.

On arrive ainsi à cette situation paradoxale de partis politiques relativement démunis au milieu d'un océan d'argent. Les conséquences du mode de financement des campagnes sur les partis politiques faisaient partie des thèmes abordés par un groupe de travail rassemblant plusieurs universitaires francophones dans le cadre du projet PARCIT cofinancé par les MSH de Dijon et Besançon. Ces réflexions donnèrent lieu à un colloque sur le thème « La politique autrement : innovations citoyennes et défiance partisane », organisé le 12 et 13 octobre 2017 à l'initiative d'Agnès Alexandre-Collier, Alexandra Goujon et Guillaume Gourgues et dont les travaux ont été publiés très récemment.<sup>14</sup> En ce qui concerne plus spécifiquement les États-Unis, les effets pervers de l'affaiblissement des partis politiques américains avaient fait l'objet d'un livre important de Raymond LaRaja<sup>15</sup>. Toujours iconoclaste, le travail qu'il a mené avec Zachary Albert, et qu'il présente dans ce numéro, démontre cette fois que les réformateurs auraient tort de se faire les apologistes inconditionnels des petites donations contre l'influence des milliardaires.

Enfin, nous souhaitons terminer cette introduction en remerciant chaleureusement les contributeurs mais aussi Élisabeth Chelle pour son travail précieux de relecture et de coordination en tant que directrice de ce numéro.



.....  
14 Agnès Alexandre, Alexandra Goujon, Guillaume Gourgues, dir., *Innovations, Reinvented Politics and Representative Democracy*, Abingdon, Oxon ; New York, NY, Routledge, 2020.

15 Raymond J. La Raja, *Small Change : Money, Political Parties and Campaign Finance Reform*, Ann Arbor, MI, University of Michigan Press, 2008.

---

## Références

- ALEXANDRE, Agnès, GOUJON, Alexandra, GOURGUES, Guillaume, dir., *Innovations, Reinvented Politics and Representative Democracy*. Abingdon, Oxon ; New York, NY, Routledge, 2020.
- BARBER, Michael J., « Ideological Donors, Contribution Limits, and the Polarization of American Legislatures » *The Journal of Politics*, vol. 78, n° 1, janvier 2016, p. 296–310. <https://doi.org/10.1086/683453>.
- BARTELS, Larry M., *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*, Princeton, Princeton University Press, 2010.
- CAGÉ, Julia, *Le prix de la démocratie*, Paris, Fayard, 2018.
- Center for Responsive Politics, « Cost of Election », n.d. <https://www.opensecrets.org/overview/cost.php>.
- FOREY, Elsa, GRANERO, Aurore, MEYER, Alix, dir., *Financement et moralisation de la vie politique*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2018.
- FRANÇOIS, Abel, et PHÉLIPPEAU, Éric, *Le financement de la vie politique : Réglementations, pratiques et effets politiques*, Paris, Armand Colin, 2015.
- GILENS, Martin, *Affluence and Influence: Economic Inequality and Political Power in America*, Princeton, N.J : New York: Princeton University Press ; Russell Sage Foundation, 2012.
- HACKER, Jacob S., et PIERSON, Paul, *Winner-Take-All Politics: How Washington Made the Rich Richer--and Turned Its Back on the Middle Class*, New York, Simon & Schuster, 2011.
- JOHNSTON, Michael, « Le paradoxe du soleil. La transparence permet-elle vraiment de contrôler La corruption ? », p. 229–43, in *Financement et moralisation de la vie politique*, Elsa Forey, Aurore Graner et Alix Meyer, dir., Paris, Institut Universitaire Varenne, 2018.
- LA RAJA, Raymond J., *Small Change: Money, Political Parties and Campaign Finance Reform*, Ann Arbor, MI: University of Michigan Press, 2008.
- LESSIG, Lawrence, *Republic, Lost: How Money Corrupts Congress--and a Plan to Stop It*, 1st ed. New York, Twelve, 2011.
- MAYER, Jane, *Dark Money: The Hidden History of the Billionaires behind the Rise of the Radical Right*. First Edition. New York, Doubleday, 2016.
- MENDILOW, Jonathan, PHÉLIPPEAU Eric, dir., *Handbook of Political Party Funding*. Cheltenham, UK ; Northampton, M, Edward Elgar Pub, 2018.
- PHÉLIPPEAU, Eric, *L'argent de la politique*, Paris, Presses de SciencesPo, 2018.
- REICH, Robert B., *The System: Who Rigged It, How We Fix It.*, First edition. New York, Alfred A. Knopf, 2020.
- SCHLOZMAN, Kay Lehman, *The Unheavenly Chorus: Unequal Political Voice and the Broken Promise of American Democracy*, Princeton ; Oxford, Princeton University Press, 2012.
- TEACHOUT, Zephyr, *Corruption in America: From Benjamin Franklin's Snuff Box to Citizens United*. Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2014.